

Notaire/Clerc

ED/CG

Dossier archives

N° 58498

Compte

N° 51373P

15 JUIN 1994

DEPOT D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 13 JUIN 1994
DE LA SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA

DROITS de TIMBRE
Payés sur état
R.P.I. La Villette
autorisation du 1^{er} Janvier 1973

ED/CG
Dossier n° 58498
Compte n° 51373P

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE

Le *QUINZE JUIN*

A PARIS 19ème, 3 rue Duvergier,

En l'Office Notarial,

Maitre Gilles AGASSE, notaire associé de la Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de PARIS dénommée "Bernard MONASSIER, Gilles AGASSE et Sylvie BURTHE-MIQUE",

A reçu le présent acte authentique à la requête de la personne ci-après identifiée :

IDENTIFICATION DU REQUERANT

La personne requérante est :

Monsieur Emmanuel DOSSA, notaire stagiaire, demeurant à PARIS 19ème, 3 rue Duvergier.

PRESENCE OU REPRESENTATION

Monsieur DOSSA est présent.

LEQUEL a, par ces présentes, déposé entre les mains du notaire associé soussigné et l'a requis de mettre au rang de ses minutes pour qu'il en soit délivré tous extraits ou copies authentiques quand et à qui il appartiendra :

- un exemplaire original de l'assemblée générale extraordinaire en date du 13 juin 1994 de la SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA, société anonyme au capital de 285 000 Francs, dont le siège social est à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), Rue Edouard Boutier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY sous le numéro B 395 143 050, contenant les résolutions suivantes :



ED

1/ Approbation de l'apport en nature consenti à la société SOFIABA pour un montant de 8 715 000 Francs et de sa rémunération.

2/ Augmentation du capital de la SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA au titre de l'apport en nature sus-visé.

3/ Modification des articles 6 et 7 des statuts.

4/ Pouvoirs pour formalités.

MENTION - PUBLICATION

Mention et publication des présentes sont consenties partout où besoin sera.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par la SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA.

DONT ACTE

établi sur deux pages.

Fait et passé aux lieux et date sus-indiqués.

Et après lecture faite, le comparant a signé avec le notaire associé soussigné.

Approuvés :
mots nuls /
lignes rayées nulles /
chiffres rayés nuls /
barres tirées dans les blancs /
renvois /

Monsieur Emmanuel DOSSA

Me Gilles AGASSE

En marge se trouve la mention

d'enregistrement suivante :

Enregistré à LA RECETTE DU 19^e VILLETTE

Le : 30 juin 1994

Folio : 1

Bord : 190

Suit la Teneur
des Annexes

Reçu : CINQ CENTS FRANCS

par FAUCONNEAU

SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA
Société anonyme
Capital : 285 000 Francs
Siège social : Rue Edouard Boutier
89500 VILLENEUVE SUR YONNE
RCS JOIGNY B 395 143 050

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 13 JUIN 1994

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE,
Et le treize juin à 16 heures 30,
Les actionnaires de la société se sont réunis en assemblée générale
extraordinaire au siège social, sur convocation faite par le conseil
d'administration suivant lettres recommandées avec avis de réception
en date du 27 mai 1994.

Monsieur Jean LORDONNOIS, commissaire aux comptes, convoqué par lettre
recommandée avec avis de réception en date du 27 mai 1994, est ~~absent~~ *absent et*
représenté.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque
membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel
que comme mandataire.

Monsieur Philippe VITRY préside la séance en sa qualité de président
du conseil d'administration.

Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE et Madame Hélène VITRY, les
deux actionnaires, présents et acceptants, représentant tant par eux-
mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés
comme scrutateurs.

Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE est choisie comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres
du bureau, permet de constater que les actionnaires présents,
représentés ~~ou ayant voté par correspondance~~, possèdent **2.850** actions,
soit plus de la moitié des actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut
valablement délibérer.

Pl.-v. *EDC*



Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- les pouvoirs des actionnaires représentés ainsi que les formulaires de vote par correspondance ;
- les copies des lettres de convocation ;
- le rapport du conseil d'administration ;
- le contrat d'apport conclu avec Monsieur Philippe VITRY, Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE, Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE, Monsieur Marc VITRY, Madame Anne BOTET de LACAZE et Monsieur Luc VITRY, suivant acte reçu par Maître Gilles AGASSE, notaire à PARIS, le 26 avril 1994 ;
- le rapport du commissaire aux apports ;
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Puis le président déclare que le rapport du conseil d'administration, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

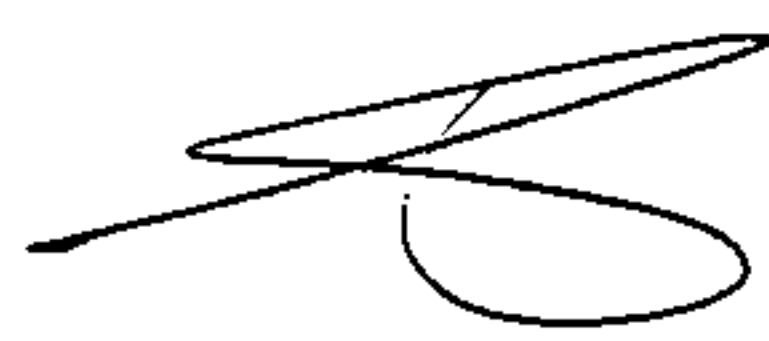
Il rappelle que le rapport du commissaire aux apports a été déposé au greffe du tribunal de commerce de JOIGNY et tenu au siège social à la disposition des actionnaires.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- augmentation de capital par apport en nature ;
- approbation de l'apport, de son évaluation et de sa rémunération ;
- constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;
- modification des statuts ;
- pouvoirs à donner.

Ph. V.
EDC
Joh C



Le président donne lecture du rapport du conseil d'administration, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Cette lecture terminée, le président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Conseil d'Administration ;
- d'un contrat d'apport reçu par Maître Gilles AGASSE, Notaire à PARIS, le 26 avril 1994, aux termes duquel les apporteurs ont fait apport à la société de la pleine-propriété de 1.992 actions de la société ETABLISSEMENTS ABA, Société Anonyme, au capital de 600.000 Francs, dont le siège social est à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), Rue Edouard Boutier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY sous le numéro B 505 550 079, évalués à 8.715.000 Francs, moyennant l'attribution de 87.150 actions nouvelles de 100 Francs de nominal, émises par la Société à titre d'augmentation de capital ;
- du rapport de Monsieur J.J. LAMBERT, domicilié à PARIS 11ème, 47 rue de Charonne, commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce de JOIGNY en date du 11 mai 1994.

Approuve cet apport, son évaluation et sa rémunération.

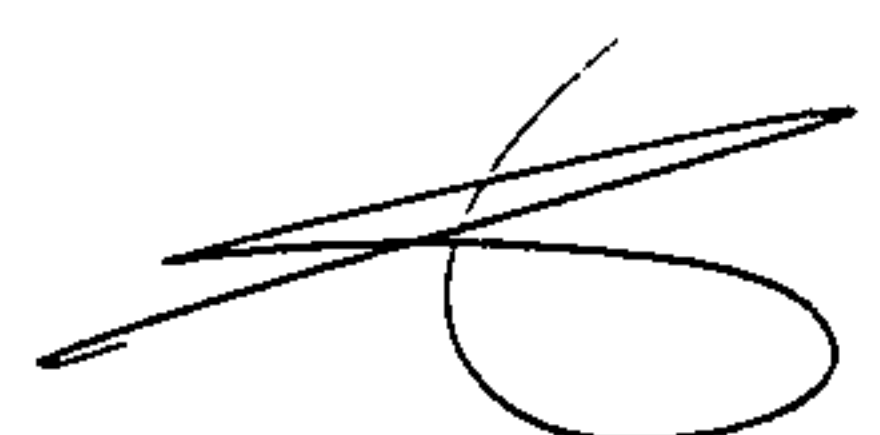
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'assemblée générale constate la réalisation définitive de l'augmentation du capital social d'un montant de 8.715.000 Francs. Le capital social est ainsi porté de 285.000 Francs à 9.000.000 de Francs au moyen de l'apport de la pleine-propriété de 1.992 actions de la société ETABLISSEMENTS ABA, sus-désignée et la création de 87.150 actions nouvelles de 100 Francs chacune, entièrement libérées et attribuées aux apporteurs en rémunération de leur apport.

Ces actions nouvelles sont à compter de ce jour entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles jouissent des mêmes droits et sont soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales.

Ph.V. HB
EAC



Leurs droits aux dividendes s'exerceront sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à compter de ce jour, en ce compris les distributions portant sur les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 1993 et des exercices antérieurs.

Ces actions sont négociables à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'augmentation du capital qui en résulte est définitivement réalisée et décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront désormais libellés ainsi qu'il suit :

"Article 6 - APPORTS

"Lors de la constitution, il a été fait apport à la société d'une
"somme de DEUX CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE FRANCS (285 000 Francs)
"correspondant à la valeur nominale des actions, toutes de numéraire,
"composant le capital social ; lesdites actions souscrites et libérées
"par :

"- Monsieur Philippe VITRY, "qui a apporté la somme de	100 Francs
"- Madame Hélène VITRY, "qui a apporté la somme de	100 Francs
"- Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE, "qui a apporté la somme de	284 400 Francs
"- Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE, "qui a apporté la somme de	100 Francs
"- Monsieur Marc VITRY, "qui a apporté la somme de	100 Francs
"- Madame Anne BOTET de LACAZE, "qui a apporté la somme de	100 Francs
"- Monsieur Luc VITRY, "qui a apporté la somme de	100 Francs

Ph.V.
EDC
AB
242



"seules personnes physiques signataires des statuts.

"La somme de 285 000 Francs, correspondant à la valeur nominale de
"2 850 actions de 100 Francs chacune, souscrites et libérées
"intégralement, a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au
"nom de la société en formation à l'Etude de Maître Gilles AGASSE,
"notaire rédacteur des statuts, et les versements des souscripteurs
"ont été constatés par un certificat établi conformément à la loi et
"délivré par ladite Etude le 26 avril 1994.

"Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale des
"actionnaires en date du 13 juin 1994, le capital social a été
"augmenté de 8 715 000 Francs au moyen de l'apport de la pleine-
"propriété de 1 992 actions de la société ETABLISSEMENTS ABA, société
"anonyme au capital de 600 000 Francs, dont le siège social est à
"VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), Rue Edouard Boutier, immatriculée au
"Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY sous le numéro
"B 505 550 079, évaluées à 8 715 000 Francs, consenti par Monsieur
"Philippe VITRY, Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE, Madame
"Brigitte GAULTIER de CARVILLE, Monsieur Marc VITRY, Madame Anne BOTET
"de LACAZE et Monsieur Luc VITRY.

"Article 7 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à la somme de NEUF MILLIONS DE FRANCS
"(9 000 000 de Francs).

"Il est divisé en 90 000 actions de 100 Francs chacune de même
"catégorie, réparties ainsi qu'il suit entre les actionnaires :

"- Monsieur Philippe VITRY	65 451 actions
"- Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE	5 426 actions
"- Monsieur Marc VITRY	5 426 actions
"- Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE	4 944 actions
"- Madame Anne BOTET DE LACAZE	4 376 actions
"- Monsieur Luc VITRY	4 376 actions
"- Madame Hélène VITRY	1 action

"TOTAL	<u>90 000 actions"</u>
--------	------------------------

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Ph.V.
EDC
AB



QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'effectuer toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

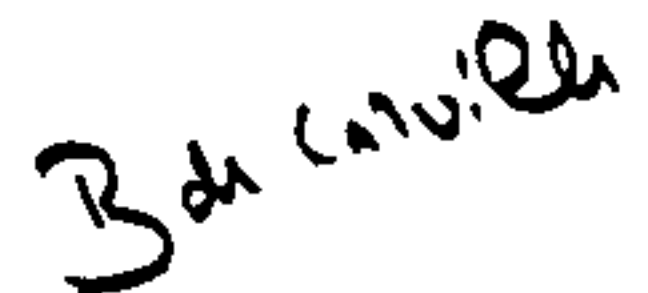
L'ordre du jour étant épuisée et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée à 17 heures. 15

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le président



Le secrétaire

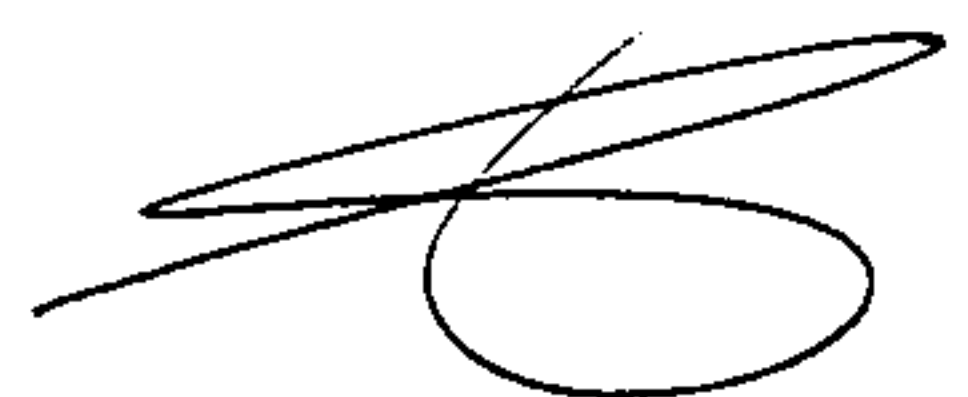


Les scrutateurs



Annexé par le notaire associé soussigné à la minute d'un acte reçu par lui le

15 juin 1994



POUR COPIE AUTHENTIQUE

Pour copie authentique exactement collationnée et certifiée
conforme à l'original, établie sur neuf pages-----ne
contenant aucun renvoi ni mot nul.

Document obtenu par Copieur KONICA 600 ZA, agréé par arrêté
du Ministre de la Justice du 20 février 1990.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' or 'D' shape with a horizontal line crossing it.

Notaire/Clerc

ALC/CG

Dossier archives

N° 58315

Compte

N° 50999I

26 AVRIL 1994

CONTRAT D'APPORTS D'ACTIONS
VITRY/SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA
(sous condition suspensive)

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE

Le VINGT SIX AVRIL

A PARIS 19ème, 3 rue Duvergier,

En l'Office Notarial,

Maitre Gilles AGASSE, notaire associé de la Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de PARIS, dénommé "Bernard MONASSIER, Gilles AGASSE et Sylvie BURTHE-MIQUE",

A reçu le présent acte authentique à la requête des personnes ci-après identifiées :

IDENTIFICATION DES PARTIES

lent :

Monsieur Philippe Henri VITRY, président de société, demeurant à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), 25 faubourg Saint Nicolas, époux de Madame Hélène Marie Renée BAISSAS.

Né à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), le 9 mars 1933.

Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître LOYER, notaire à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), le 9 mars 1960, préalable à son union célébrée à MONACO le 8 avril 1960.

Lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

AB PL.V. EDC
BY


2ent :

Monsieur Emmanuel Bertrand Marie Hervé GAULTIER de CARVILLE, capitaine de première classe de la Navigation Maritime, demeurant à BOULOGNE (Hauts de Seine), 37 avenue du Général Leclerc, époux de Madame Brigitte Claude VITRY.

Né à COMPIEGNE (Oise), le 10 mai 1956.

Marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître MASSOL, notaire à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), le 10 juin 1989, préalable à son union célébrée à la Mairie de VILLENEUVE SUR YONNE le 17 juin 1989.

Lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

3ent :

Madame Brigitte Claude VITRY, sans profession, demeurant à BOULOGNE (Hauts de Seine), 37 avenue du Général Leclerc, épouse de Monsieur Emmanuel Bertrand Marie Hervé GAULTIER de CARVILLE.

Née à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), le 11 mai 1961.

Mariée sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître MASSOL, sus-nommé, le 10 juin 1989, préalable à son union célébrée à la Mairie de VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), le 17 juin 1989.

Lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

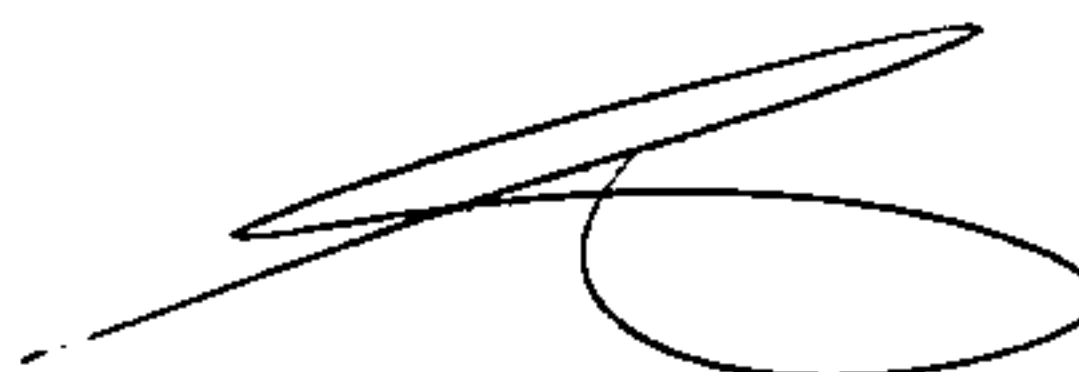
De nationalité française.

4ent :

Monsieur Marc Maurice VITRY, ingénieur, demeurant à PARIS 9ème, 66 rue Rodier, époux de Madame Anne Marie Joëlle Simone LEFEBVRE de PLINVAL SALGUES.

Né à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), le 14 mai 1963.

MB M.V.
BY EDC



Marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Patrice ALLARD, notaire à DOUAI (Nord), le 10 décembre 1993, préalable à son union célébrée à la Mairie de SAINT CLOUD (Hauts de Seine), le 8 janvier 1994.

De nationalité française.

5ent :

Madame Anne Véronique VITRY, sans profession, demeurant à SAINT XANDRE (Charente Maritime), 13 rue de l'Océan, épouse de Monsieur Philippe François Marie BOTET de LACAZE.

Née à PARIS 15ème le 28 février 1966.

Mariée sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître MASSOL, sus-nommé, le 10 juin 1989, préalable à son union célébrée à la Mairie de VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), le 1er juillet 1989.

Lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

6ent :

Monsieur Luc Pierre Philippe VITRY, étudiant, demeurant à MILAN (Italie), Via Bertacchi 5, célibataire majeur.

Né à PARIS 15ème le 7 octobre 1970.

De nationalité française.

Ci-après dénommés dans le corps de l'acte sous le vocable unique "LES APPORTEURS".

2ent :

La SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA, société anonyme au capital de 285 000 Francs, dont le siège social est à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), Rue Edouard Boutier, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY, constituée aux termes d'un acte reçu ce jour par le notaire associé soussigné.

AB Ph.V.
3v EDC



Ci-après dénommée dans le corps de l'acte sous le vocable unique "LA SOCIETE BENEFICIAIRE".

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Philippe VITRY est présent.

Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE est présent.

Madame Brigitte VITRY est présente.

Monsieur Marc VITRY est représenté par Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE en vertu d'une procuration sous seing privé en date à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne) du 23 avril 1994, qui demeurera ci-après annexée.

Madame Anne VITRY est représentée par Monsieur Philippe VITRY en vertu d'une procuration sous seing privé en date à LA ROCHELLE (Charente Maritime) du 20 avril 1994, qui demeurera ci-après annexée.

Monsieur Luc VITRY est représenté par Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE en vertu d'une procuration sous seing privé en date à MILAN (Italie) du 19 avril 1994, qui demeurera ci-après annexée.

La SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA est représentée par Madame Hélène VITRY, demeurant à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), 25 faubourg Saint Nicolas, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de l'article 42 des statuts.

LESQUELS ont, préalablement à l'apport objet des présentes, exposé ce qui suit :

EXPOSE

Les APPORTEURS détiennent la pleine-propriété de 1 992 actions de la société ayant pour :

Dénomination sociale : ETABLISSEMENTS ABA

Forme juridique : société anonyme

Siège social : Rue Edouard Boutier - 89500 VILLENEUVE SUR YONNE

ABD Ph.v. EDC
3v



Objet social : La société a pour objet l'achat, l'exploitation et la vente de tous fonds de commerce ou d'industrie ayant pour objet la serrurerie ou des industries ou commerces annexes ou similaires.

Capital social : Il est fixé à la somme de 600 000 Francs, divisé en 4 000 actions de 150 Francs nominal chacune, entièrement libérées, réparties de la manière suivante :

Monsieur Philippe VITRY	1 497 actions
Madame Claude TREANTON née VITRY	1 419 actions
Monsieur Olivier TREANTON	194 actions
Madame Christine TORELLI née TREANTON	176 actions
Monsieur Philippe TREANTON	129 actions
Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE née VITRY	125 actions
Monsieur Marc VITRY	125 actions
Madame Anne BOTET de LACAZE née VITRY	125 actions
Monsieur Luc VITRY	125 actions
Monsieur Léon TREANTON	80 actions
Madame Suzanne VITRY née RABELLE	4 actions
Madame Hélène VITRY née BAISSAS	1 action

TOTAL

4 000 actions

Durée : La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Immatriculation : RCS JOIGNY B 505 550 079.

Aux termes de l'article 11 des statuts, il est stipulé ce qui suit littéralement rapporté :

"Article 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

...

"III - Les cessions d'actions entre actionnaires, ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, peuvent être effectuées librement.

"Toutes autres cessions ou transmissions d'actions sont soumises à l'agrément préalable du conseil d'administration."

CECI EXPOSE, il est passé à l'apport objet des présentes.

ABD Ph.V.
BY EDC



APPORT

Par les présentes, les APPORTEURS font apport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la SOCIETE BENEFICIAIRE, ce qui est accepté pour elle par Madame Hélène VITRY, ès-qualités, de :

la pleine-propriété de MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DOUZE (1 992) actions de la société ETABLISSEMENTS ABA, sus-désignée dans l'exposé qui précède, savoir :

Monsieur Philippe VITRY	1 496 actions
Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE	48 actions
Madame Brigitte VITRY	124 actions
Monsieur Marc VITRY	124 actions
Madame Anne VITRY	100 actions
Monsieur Luc VITRY	100 actions

ORIGINE DE PROPRIETE

Les APPORTEURS sont propriétaires des actions apportées, savoir :

1) Monsieur Philippe VITRY :

- partie pour les avoir acquises auprès de Monsieur Pierre VITRY, son père, le 29 août 1968 ;

- partie pour lui avoir été attribuées aux termes d'un acte reçu par Maître LOYER, notaire sus-nommé, le 11 décembre 1968, contenant donation entre vifs par Monsieur et Madame VITRY-RABELLE, ses père et mère, de 800 parts de la société ETABLISSEMENTS ABA, alors sous forme de société à responsabilité limitée.

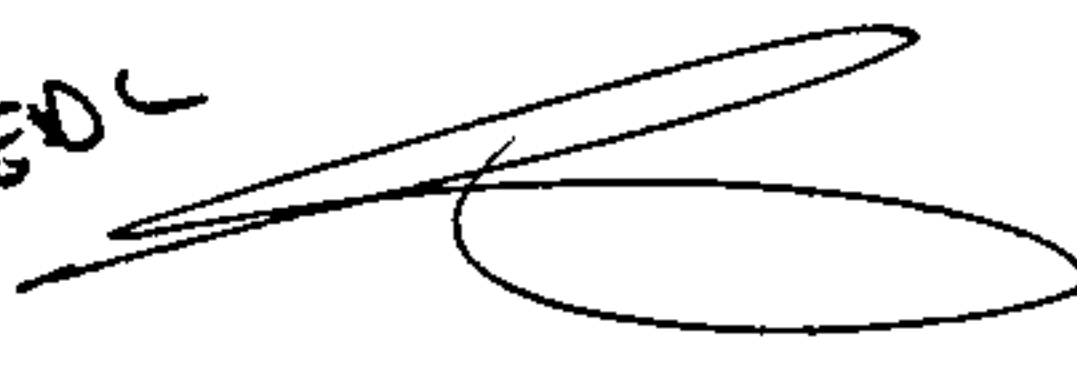
2) Madame Brigitte VITRY, Monsieur Marc VITRY, Madame Anne VITRY et Monsieur Luc VITRY, pour les avoir reçues de Monsieur Philippe VITRY, sus-nommé, leur père, aux termes d'un acte de donation-partage reçu par le notaire associé soussigné le 26 juin 1992.

3) Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE, pour les avoir acquises auprès de Madame Anne VITRY et de Monsieur Luc VITRY ainsi qu'il résulte d'ordres de mouvement en date du 26 avril 1994.

EVALUATION

Les 1 992 actions objet du présent apport ont été évaluées à la somme totale de HUIT MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE FRANCS (8 715 000 Francs), soit une valeur de QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUINZE FRANCS (4 375 Francs) par action.

AB Ph.V. EDC
BV



PROPRIETE - JOUISSANCE

La SOCIETE BENEFICIAIRE sera propriétaire des actions apportées à compter du jour de l'approbation du présent apport par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

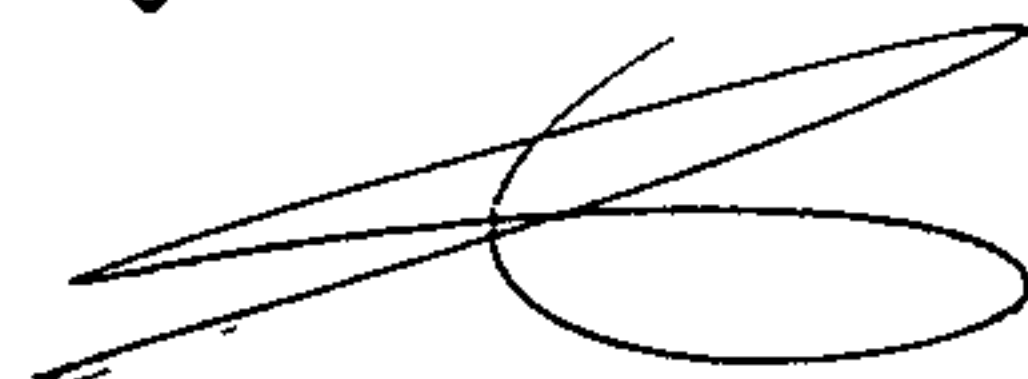
Elle en aura la jouissance également à compter dudit jour et aura droit à toutes sommes distribuées et à distribuer à compter de cette date, en ce compris les distributions portant sur les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 1993 et des exercices antérieurs.

DECLARATIONS

Les APPORTEURS déclarent que :

- leur nom et leurs prénoms dans l'ordre de l'état-civil sont biens tels au surplus qu'ils figurent en tête des présentes et n'ont jamais été modifiés ;
- ils sont nés comme indiqué en tête des présentes ;
- ils sont de nationalité française, sans domicile ni résidence habituelle à l'étranger ;
- ils sont domiciliés comme indiqué en tête des présentes ;
- ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de redressement ou liquidation judiciaire, faillite personnelle ou cessation de paiement ;
- ils ne sont frappés par aucune des incapacités prévues par la loi du 3 janvier 1968 visant les incapables majeurs ;
- les valeurs mobilières objet du présent apport sont libres de tous privilèges, sûretés, nantissements, gages ou garanties quelconques ;
- ils sont légitimement et régulièrement propriétaires des actions apportées ;
- il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à la libre transmission de ces actions ;
- ils en ont la pleine capacité pour en disposer sur leur simple signature ;

AB Ch. V
3V EDC



- la société ETABLISSEMENTS ABA dont les actions sont apportées n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

REMUNERATION DE L'APPORT

1° - Augmentation de capital de la SOCIETE BENEFICIAIRE

L'apport ci-dessus décrit, évalué à la somme globale de HUIT MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE FRANCS (8 715 000 Francs), est consenti et accepté moyennant l'attribution aux APPORTEURS de QUATRE VINGT SEPT MILLE CENT CINQUANTE (87 150) actions nouvelles de 100 Francs chacune, entièrement libérées, à créer par la SOCIETE BENEFICIAIRE à titre d'augmentation de son capital pour un montant de 8 715 000 Francs, savoir :

- à Monsieur Philippe VITRY,	65 450 actions
- à Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE	2 100 actions
- à Madame Brigitte VITRY,	5 425 actions
- à Monsieur Marc VITRY,	5 425 actions
- à Madame Anne VITRY,	4 375 actions
- à Monsieur Luc VITRY,	4 375 actions

2° - Création d'actions nouvelles

Les 87 150 actions nouvelles de la SOCIETE BENEFICIAIRE seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

3° - Prime d'apport

Compte tenu de ce que la SOCIETE BENEFICIAIRE a été nouvellement créée, qu'elle n'a acquis aucun actif ni enregistré aucun passif depuis sa création et qu'en conséquence ses capitaux propres sont identiques au montant de son capital social, il ne sera émis aucune prime d'apport.

AB Ph.V.
BV EDC



VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne sera définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- établissement d'un rapport d'un commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels ;

- approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIETE BENEFICIAIRE.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 30 juin 1994 ; à défaut, le présent contrat sera considéré comme non venu sans indemnité de part ni d'autre.

AGREMENT

Le présent apport étant réalisé au profit d'un tiers étranger à la société ETABLISSEMENTS ABA, celui-ci, conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, doit être soumis à l'agrément du conseil d'administration.

Aux termes d'une délibération en date du 26 avril 1994, le conseil d'administration a d'ores et déjà agréé la SOCIETE BENEFICIAIRE en qualité de nouvelle actionnaire de la société ETABLISSEMENTS ABA.

PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés à Madame Hélène VITRY, ès-qualités, à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, de leur suite et conséquence, seront supportés par la SOCIETE BENEFICIAIRE qui s'y oblige, en ce compris les honoraires du notaire associé soussigné, d'un montant de 10 000 Francs hors taxes, conformément à l'article 4 du décret du 8 mars 1978.

AB PL.V.
3V EDC



ELECTION DE DOMICILE

Domicile est élu pour l'exécution des présentes :

- pour les APPORTEURS, en leur domicile respectif ;
- pour la SOCIETE BENEFICIAIRE, en son siège social.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que les présentes expriment l'intégralité de la valeur des biens apportés ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire associé soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

De son côté, le notaire associé soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre.

DONT ACTE établi

sur dix pages.

FAIT ET PASSE aux lieu et date sus-indiqués.

Après lecture des présentes par Maître Gilles AGASSE, les parties ont signé avec le notaire associé soussigné.

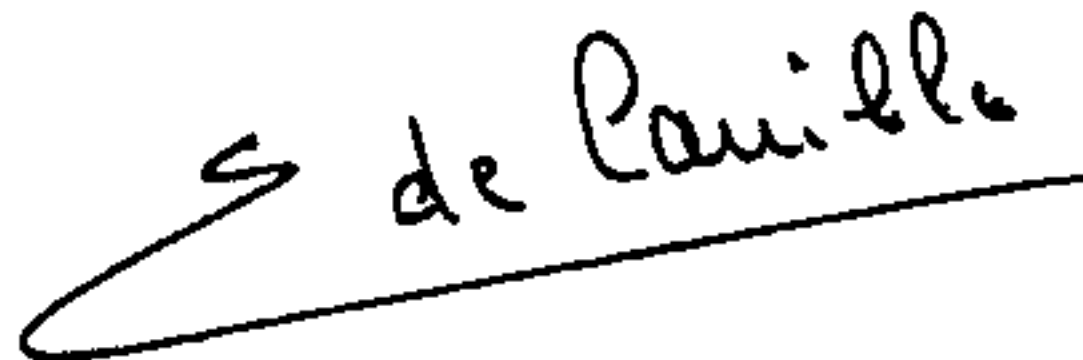
Approuvé :

Mots nuls /
Lignes rayées nulles /
Chiffres nuls /
Barres tirées dans les blancs /
Renvois /

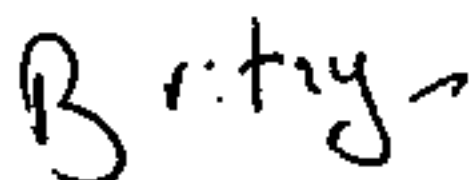
Monsieur Philippe VITRY



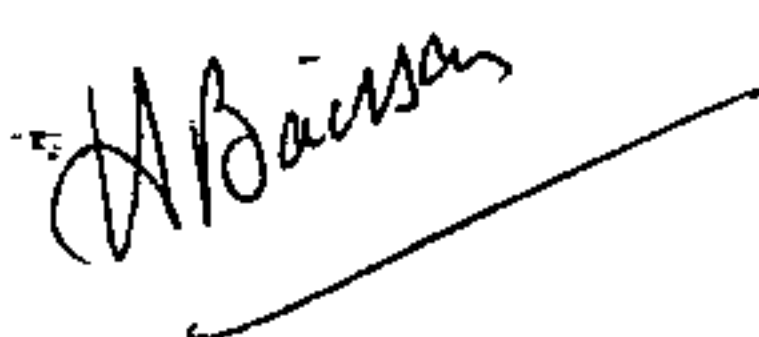
Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE



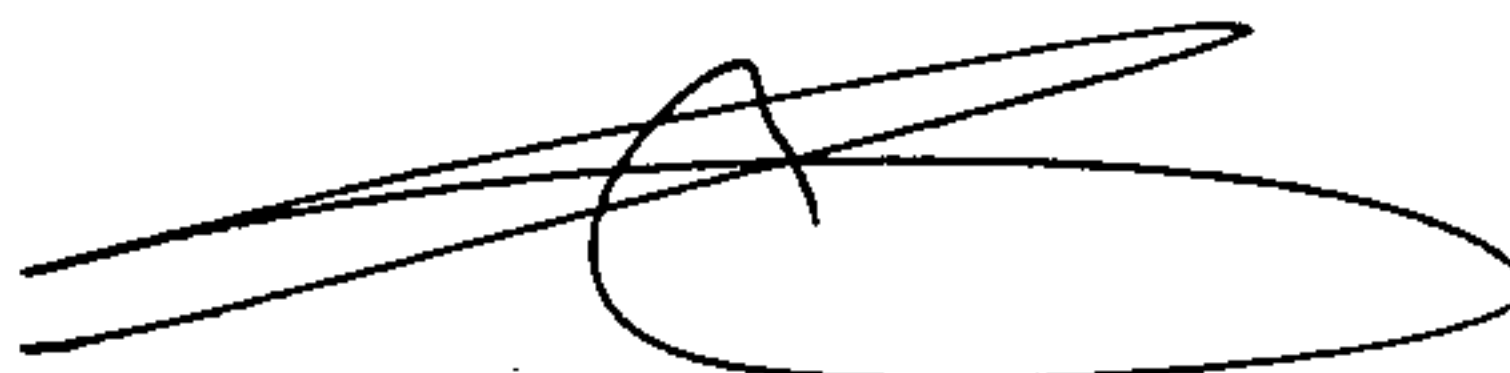
Madame Brigitte VITRY



Madame Hélène VITRY



Maître Gilles AGASSE



M

En marge se trouve la mention d'enregistrement suivante :

Enregistré à PARIS-NORD-EST VILLETTE

Le 11 mai 1994

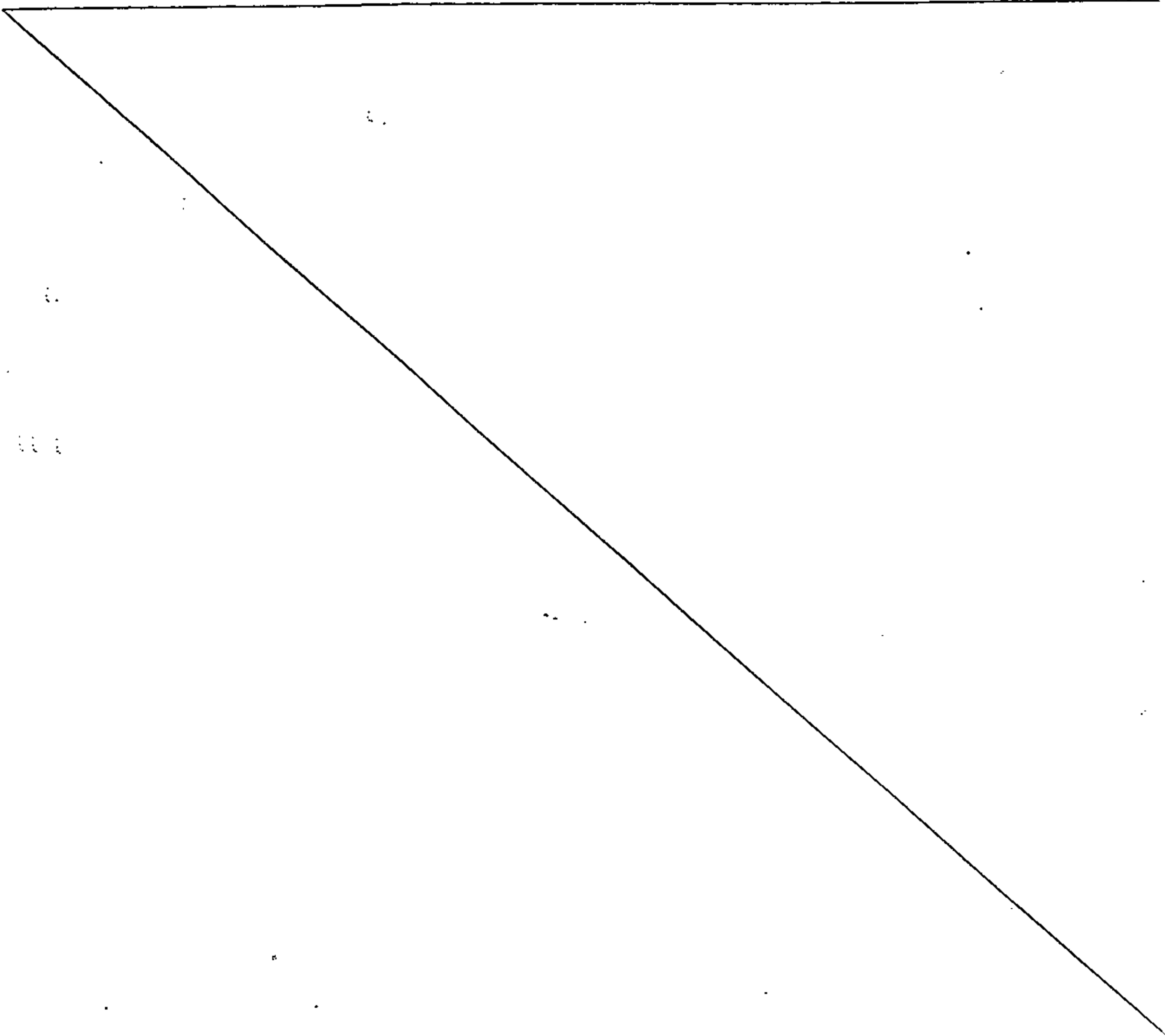
Bordereau n° 135 Case 1

Reçu : Cinq cents francs

Signé : Faliquinho

Suit la Teneur

des Annexes



JE SOUSSIGNE

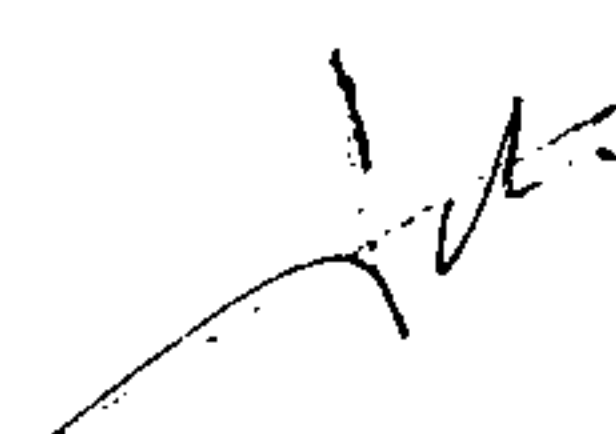
Monsieur Marc Maurice VITRY, Ingénieur, demeurant à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) 25, faubourg Saint Nicolas, célibataire majeur,

De nationalité française de naissance,
Né à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) le 14 mai 1963.

DECLARE PAR LES PRESENTES CONSTITUER POUR MANDATAIRE :

M^{me} Hélène BAÏSSAS épouse VITRY

A L'EFFET DE, en mon nom et pour mon compte :

 INTERVENIR à la signature d'un acte d'apport à la Société FINANCIERE A.B.A., en abrégé "SOFIA" Société Anonyme en formation au capital de 285.000 Francs dont le siège social sera à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) Rue Edouard Boutier, de :

CENT VINGT QUATRE (124) actions de la Société ETABLISSEMENTS A.B.A., Société anonyme, au capital de 600.000 Francs, ayant son siège social à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) Rue Edouard Boutier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY sous le numéro B 505 550 079, m'appartenant,

moyennant l'attribution de CINQ MILLE QUATRE CENT VINGT CINQ (5.425) actions de la Société "SOFIA" sus-désignée, de 100 Francs nominal,

n.v.

sous condition suspensive de l'approbation dudit apport par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société "SOFIA",

et sous toutes autres charges et conditions que le mandataire avisera.

Aux effets ci-dessus, PASSER et SIGNER tous actes, et généralement faire le nécessaire

Fait à Villeneuve sur Yonne

Le 23 / 04 / 84



JE SOUSSIGNE

Madame Anne Véronique VITRY, sans profession, demeurant à BOULOGNE (Hauts de Seine) 37, avenue du Général Leclerc, épouse de Monsieur Philippe François Marie BOTET de LACAZE,

De nationalité française de naissance,
Née à PARIS (15ème arrondissement) le 28 février 1966.

DECLARE PAR LES PRESENTES CONSTITUER POUR MANDATAIRE :

Monsieur Philippe Vitry

A L'EFFET DE, en mon nom et pour mon compte :

AdL INTERVENIR à la signature d'un acte d'apport à la Société FINANCIERE A.B.A., en abrégé "SOFIABA" Société Anonyme en formation au capital de 285.000 Francs dont le siège social sera à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) Rue Edouard Boutier, de :

CENT (100) actions de la Société ETABLISSEMENTS A.B.A., Société anonyme, au capital de 600.000 Francs, ayant son siège social à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) Rue Edouard Boutier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY sous le numéro B 505 550 079, m'appartenant,

moyennant l'attribution de QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUINZE (4.375) actions de la Société "SOFIABA" sus-désignée, de 100 Francs nominal, *AdL*

sous condition suspensive de l'approbation dudit apport par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société "SOFIABA" *AdL*

et sous toutes autres charges et conditions que le mandataire avisera.

Aux effets ci-dessus, PASSER et SIGNER tous actes, et généralement faire le nécessaire

Fait à La Rochelle

Le 26 Avril 1994

AdL

JE SOUSSIGNE

Monsieur Luc Pierre Philippe VITRY, Etudiant, demeurant à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) 25, faubourg Saint Nicolas, célibataire majeur,

De nationalité française de naissance,
Né à PARIS (15ème arrondissement) le 07 octobre 1970.

DECLARE PAR LES PRESENTES CONSTITUER POUR MANDATAIRE :

Mme Hélène Marie Renée BAÏSIAJ ep VITRY

A L'EFFET DE, en mon nom et pour mon compte :

INTERVENIR à la signature d'un acte d'apport à la Société FINANCIERE A.B.A., en abrégé "SOFIA", Société Anonyme en formation au capital de 285.000 Francs dont le siège social sera à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) Rue Edouard Boutier, de :

CENT (100) actions de la Société ETABLISSEMENTS A.B.A., Société anonyme, au capital de 600.000 Francs, ayant son siège social à VILLENEUVE SUR YONNE (89500) Rue Edouard Boutier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY sous le numéro B 505 550 079, m'appartenant,

moyennant l'attribution de QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUINZE (4.375) actions de la Société "SOFIA", sus-désignée, de 100 Francs nominal,

sous condition suspensive de l'approbation dudit apport par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société "SOFIA",

et sous toutes autres charges et conditions que le mandataire avisera.

Aux effets ci-dessus, PASSER et SIGNER tous actes, et généralement faire le nécessaire

Fait à MILAN

Le 19/04/1994



Cette annexe porte la mention suivante :
Annexé par le Notaire associé soussigné à
La minute d'un acte reçu par lui le 26 AVRIL 1994
Signé : AGASSE

POUR COPIE AUTHENTIQUE

exactement collationnée et certifiée conforme à l'original,
établie sur quinze pages--

Document obtenu par KONICA 600 ZA, agréé par arrêté du Ministre
de la Justice du 20 FEVRIER 1990.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' or 'L' shape with a vertical stroke extending downwards.

SOCIETE FINANCIERE ABA - SOFIABA
Société Anonyme
Capital : 9.000.000 de Francs
Siège Social : Rue Edouard Boutier
89500 VILLENEUVE SUR YONNE
RCS JOIGNY B 395 143 050

STATUTS MIS A JOUR AU 13 JUIN 1994

S T A T U T S

Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement une société anonyme régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- l'acquisition par voie d'apport, d'achat, de souscription ou autrement, la propriété, l'administration, la gestion de tous titres, parts sociales, obligations et autres valeurs mobilières ;

- la propriété, l'administration et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières ;

- la prestation de tous services, notamment dans les domaines informatique, technique, comptable, etc. ;

- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement ;

- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

SOCIETE FINANCIERE ABA

Et/ou en abrégé :

SOFIABA

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), Rue Edouard Boutier.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Article 6 - APPORTS

Lors de la constitution, il a été fait apport à la société d'une somme de DEUX CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE FRANCS (285 000 Francs) correspondant à la valeur nominale des actions, toutes de numéraire, composant le capital social ; lesdites actions souscrites et libérées par :

- | | |
|--|----------------|
| - Monsieur Philippe VITRY,
qui a apporté la somme de | 100 Francs |
| - Madame Hélène VITRY,
qui a apporté la somme de | 100 Francs |
| - Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE,
qui a apporté la somme de | 284 400 Francs |

- Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE,
qui a apporté la somme de 100 Francs
- Monsieur Marc VITRY,
qui a apporté la somme de 100 Francs
- Madame Anne BOTET de LACAZE,
qui a apporté la somme de 100 Francs
- Monsieur Luc VITRY,
qui a apporté la somme de 100 Francs

seules personnes physiques signataires des statuts.

La somme de 285 000 Francs, correspondant à la valeur nominale de 2 850 actions de 100 Francs chacune, souscrites et libérées intégralement, a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation à l'Etude de Maître Gilles AGASSE, notaire rédacteur des statuts, et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat établi conformément à la loi et délivré par ladite Etude le 26 avril 1994.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires en date du 13 juin 1994, le capital social a été augmenté de 8 715 000 Francs au moyen de l'apport de la pleine-propriété de 1 992 actions de la société ETABLISSEMENTS ABA, société anonyme au capital de 600 000 Francs, dont le siège social est à VILLENEUVE SUR YONNE (Yonne), Rue Edouard Boutier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de JOIGNY sous le numéro B 505 550 079, évaluées à 8 715 000 Francs, consenti par Monsieur Philippe VITRY, Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE, Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE, Monsieur Marc VITRY, Madame Anne BOTET de LACAZE et Monsieur Luc VITRY.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de NEUF MILLIONS DE FRANCS (9 000 000 de Francs).

Il est divisé en 90 000 actions de 100 Francs chacune de même catégorie, réparties ainsi qu'il suit entre les actionnaires :

- Monsieur Philippe VITRY	65 451 actions
- Madame Brigitte GAULTIER de CARVILLE	5 426 actions
- Monsieur Marc VITRY	5 426 actions
- Monsieur Emmanuel GAULTIER de CARVILLE	4 944 actions
- Madame Anne BOTET de LACAZE	4 376 actions
- Monsieur Luc VITRY	4 376 actions
- Madame Hélène VITRY	1 action

TOTAL

90 000 actions

Article 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I - La propriété des actions résulte de leur inscription dans un compte ouvert au nom de leur titulaire dans les livres de la société ; leur transmission s'effectue par simple virement de compte à compte, enregistré par ordre chronologique sur le registre des mouvements, coté et paraphé et tenu à jour conformément à la loi.

Les cessions d'actions s'opèrent par un ordre de mouvement qui doit être revêtu de la signature du titulaire des titres cédés.

La société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé, en outre, par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les transmissions d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opèrent également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société tient à jour, au moins semestriellement, la liste des personnes titulaires d'actions avec l'indication du domicile déclaré par chacune d'elles.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital sont négociables dès la réalisation de celle-ci.

Les actions d'apport sont négociables dès l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

II - Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de biens de communauté entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

1°) En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

A cette déclaration doit être jointe, le cas échéant, l'attestation d'inscription en compte dans laquelle sont comprises les actions dont la cession est projetée.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés, le cédant, s'il est administrateur, ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée et, en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2°) Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le conseil d'administration avisera les actionnaires, par lettre recommandée, de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le conseil d'administration proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. S'il y a lieu, les actions non réparties sont attribuées par voie de tirage au sort -auquel il est procédé par le conseil d'administration en présence des actionnaires acheteurs ou eux dûment appelés- à autant d'actionnaires acheteurs qu'il reste d'actions à attribuer.

3°) Si aucune demande d'achat n'a été adressée au conseil d'administration dans le délai ci-dessus ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le conseil d'administration peut faire acheter les actions disponibles par un tiers.

4°) Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le conseil d'administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au paragraphe 6 ci-après.

5°) Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif pour la totalité des actions cédées nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6°) Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le conseil d'administration notifie à l'actionnaire cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7°) La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé par le président du conseil d'administration ou un délégué du conseil sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions.

Avis est donné au dit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

8°) Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9°) La clause d'agrément objet du présent article peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites et le délai imparti au conseil d'administration pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

10°) En cas d'attribution d'actions de la présente société à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que les actionnaires devra, en conséquence, faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société dans les conditions fixées au paragraphe 1 ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du conseil d'administration dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les paragraphes 2 et 4 ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions objet du refus d'agrément dans le délai stipulé au paragraphe 5 ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

11°) Les projets de nantissement d'actions sont soumis à l'agrément de la société dans les conditions visées au chapitre II paragraphe 1°) du présent article.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement, la constitution en gage est réalisée, tant à l'égard de la société qu'à l'égard des tiers, par une déclaration datée et signée par le titulaire ; la déclaration contient le montant de la somme due ainsi que le montant et la nature des titres constitués en gage.

Les titres nantis sont virés à un compte spécial, ouvert au nom du titulaire et tenu par la société. Une attestation de constitution de nantissement est délivrée au créancier gagiste.

Le consentement à un projet de nantissement d'actions emporte agrément de l'adjudicataire en cas de réalisation forcée des actions nanties, en vertu des dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil ou du créancier nanti en cas d'attribution judiciaire des actions, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Article 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE-PROPRIETE/USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la société ; toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Article 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de vingt-quatre au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si du fait qu'un administrateur en fonction vient à dépasser l'âge de 75 ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus proche assemblée générale ordinaire.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonction, celui-ci ou ceux-ci ou, à défaut, le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. La condition d'antériorité du contrat de travail n'est pas requise lorsque, au jour de la nomination, la société est constituée depuis moins de deux ans. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des membres en fonction.

Article 15 - ADMINISTRATEURS - PROPRIETE D'ACTIONS

Les administrateurs, conformément aux dispositions de l'article 95 de la loi du 24 Juillet 1966 modifiée par la loi du 5 Janvier 1988, doivent être propriétaires de UNE action.

Les administrateurs nommés en cours de vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

Article 16 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé président directeur général s'il est âgé de plus de 75 ans. D'autre part, si le président directeur général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le vice-président le plus ancien.

A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Article 17 - DELIBERATION DU CONSEIL

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, télégramme, télécopie ou télex. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues. Lorsque le conseil d'administration est appelé à statuer sur un projet de cession d'actions à un tiers non actionnaire, il statue dans les conditions prévues à l'article 11, paragraphe II des présents statuts.

En cas de partage, la voix du président de séance EST prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leurs nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Article 18 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

Article 19 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

I - Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers avec les pouvoirs les plus étendus dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président ; en cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable ; en cas de décès, elle vaut jusqu'à élection du nouveau président.

II - Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général ou plusieurs, dans le cas autorisé par la loi.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de 75 ans. D'autre part, si un directeur général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration sur la proposition du président. En cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminés par le conseil d'administration en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

III - Le conseil d'administration peut confier à tous mandataires, choisis parmi ses membres ou en dehors de son sein, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer les pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

Article 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

La rémunération du président du conseil d'administration et celle du ou des directeurs généraux est fixée par le conseil d'administration ; elle peuvent être fixes ou proportionnelles ou à la fois fixes et proportionnelles.

Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

Article 22 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision en justice à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire, ainsi que les autres documents prévus par la loi, sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Article 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires qui sont nommés et exercent leur mission conformément à la loi.

L'assemblée générale nomme également un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ces derniers.

Article 24 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée générale, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 25 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre ordinaire ou, sur demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et le cas échéant la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Chaque avis et/ou lettre de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la loi.

Article 26 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 27 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et également de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation, sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours francs avant la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

Article 28 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs données à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptants, disposant, tant par eux-même que comme mandataires, le plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 29 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée dans les conditions et délais fixés par décret.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote continue d'être exercé par le propriétaire des titres.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites ou acquises ou prises en gage. Il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés à main levée ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

Article 30 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;
- statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires ;
- donner ou refuser quitus de leur gestion aux administrateurs ;
- nommer et révoquer les administrateurs et les commissaires aux comptes ;
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration ;
- fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration ;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration ;
- autoriser les émissions d'obligations non convertibles ni échangeables contre des actions, ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Article 31 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées de droit de vote n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée générale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Article 32 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Article 33 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 1994.

Article 34 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 35 - FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserve facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 36 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 37 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 8 ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 38 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

Article 39 - CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Copie certifiée conforme des statuts à jour au 13 juin 1994.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a large, sweeping flourish that extends upwards and to the right.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration